

DIRECTION  
DE LA  
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAUX C 3, D 3, D 4

Numéros dans les séries spéciales :  
2370 TM — 860 TOM — 309 BA

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° .....	du .....
n° .....	du .....
n° .....	du .....
n° .....	du .....

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° .....	du .....
----------	----------

CONDITIONS DE DETERMINATION DES PRIX  
DE CERTAINS MARCHES PUBLICS

La présente instruction a pour objet de notifier aux comptables la circulaire ci-annexée relative aux conditions de détermination des prix de certains marchés publics, qui a été adressée le 14 septembre 1972 par le Ministre de l'Economie et des Finances aux Ministres et Secrétaires d'Etat et aux Présidents des entreprises nationales.

Cette circulaire a pour objectif de maintenir dans de justes limites l'évolution des prix des marchés publics principalement dans le secteur des produits industriels et des travaux immobiliers. Elle appelle l'attention des services acheteurs sur les inconvénients que comporte la détermination du prix des nouveaux marchés en utilisant le procédé dit de « l'actualisation » qui consiste à appliquer aux prix de base de commandes précédentes portant sur des prestations analogues, les formules paramétriques employées pour la revision, en cours d'exécution, du prix de ces prestations.

Une telle pratique est surtout utilisée pour les marchés dont le prix ne résulte pas pleinement du jeu effectif de la concurrence : marchés de gré à gré (sauf si une compétition véritable a pu être mise en œuvre entre les entreprises consultées) et marchés sur appels d'offres lorsqu'il apparaît que la concurrence a été entravée par une concertation ou par la position dominante d'une entreprise.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSIONS  
GT HM  
72 13

RGP	PGT	TPG	DOM	IP	DS	TGE	SIA	TPC- RF	P	TOM
PRO	EAM	CPE	TAC	PGA	UGAP	PA	BA	EPA	EPI	AET

**INSTRUCTION**  
**N° 72-130 - B 1**  
**du**  
**24 octobre 1972.**

— 2 —

A cet égard, l'étude de la distorsion entre le jeu prolongé des formules de revision et l'évolution normale des prix dans le contexte de la productivité fait apparaître qu'il convient d'appliquer aux pourcentages de hausse résultant de « l'actualisation » des abattements modérateurs. Il est précisé que cette méthode, qui permettra aux services acheteurs de réagir efficacement contre des propositions excessives, ne saurait cependant être considérée comme un mode automatique de fixation des prix des marchés concernés, son objet étant seulement d'apporter à « l'actualisation » pure et simple, la correction nécessaire pour que la comparaison avec les prix des précédentes commandes puisse valablement constituer l'un des éléments d'appréciation et de discussion des prix des nouveaux marchés.

Les comptables sont invités à veiller, pour ce qui les concerne, à l'application des dispositions qui précèdent.

*Le Directeur de la Comptabilité Publique,*

JEAN FARGE.

---

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

LE MINISTRE

ANNEXE

INSTRUCTION  
N° 72-130 - B 1  
du  
24 octobre 1972.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 14 septembre 1972.

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

à

MESSIEURS LES MINISTRES ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT  
ET MESSIEURS LES PRÉSIDENTS DES ENTREPRISES NATIONALES

Conditions de détermination des prix de certains marchés publics.

I. — POSITION DE LA QUESTION

L'attention des Services publics acheteurs a été appelée, à plusieurs reprises, sur les graves inconvénients que comporte, pour les marchés passés sans concurrence, la détermination des prix par l'application, aux prix de base de commandes précédentes portant sur des prestations analogues, des formules paramétriques utilisées pour la révision, en cours d'exécution, des prix de ces prestations.

Ce procédé, dit de « l'actualisation » (qu'il ne faut pas confondre avec l'actualisation prévue par l'article 173 du Code des marchés publics en cas de notification tardive des marchés à prix fermes), conduit généralement à des majorations de prix d'autant plus excessives qu'il s'exerce sur des délais plus longs. D'une part, en effet, il ne tient aucun compte de l'action modératrice due à l'accroissement de la productivité qui intervient, d'une façon continue, à tous les échelons de l'entreprise et doit être particulièrement sensible pour les prestations à caractère répétitif. D'autre part, la structure des formules employées ne correspond pas, dans de nombreux cas, à la décomposition réelle des coûts des prestations en cause, ce qui risque de conduire à d'importantes distorsions.

Sans doute, l'actualisation a-t-elle été présentée comme un des éléments d'estimation de l'évolution des conditions économiques. Il a été toutefois constaté qu'elle constituait encore trop fréquemment le critérium essentiel de l'appréciation des prix, les montants ainsi obtenus étant alors considérés, soit comme satisfaisants, soit comme ne devant donner lieu qu'à des réductions non significatives.

En vue de mettre fin à de tels errements, qui procèdent d'un esprit de facilité et alourdissent indûment le coût des marchés publics, il importe de poser en principe que, pour pouvoir revêtir une valeur de comparaison, les prix actualisés doivent faire systématiquement l'objet d'abattements continus dans le temps, suivant la méthode exposée au paragraphe III ci-dessous.

II. — CHAMP D'APPLICATION

Le problème de l'actualisation concerne, principalement, certains produits industriels spéciaux et, accessoirement les travaux immobiliers : bâtiment et travaux publics.



### **1° Produits spéciaux.**

Le domaine d'élection de l'actualisation est constitué par les produits spéciaux de fabrication répétée, tels que ceux-ci sont définis, dans le cadre de la réglementation générale des prix, par l'arrêté n° 24 926 du 12 mai 1964. Il est rappelé que ce texte opère une distinction, dans le groupe des produits spéciaux, entre, d'une part, les produits fabriqués sur devis, dont les prix en sont encore au stade de l'estimation, d'autre part, les produits de fabrication répétée, pour lesquels l'expérience des commandes antérieures sur devis permet de dégager un prix de revient certain.

### **2° Travaux immobiliers.**

Pour les travaux de bâtiment et les travaux publics, l'actualisation est pratiquée à un plus faible degré, du fait que la similitude entre les réalisations successives y est plus rare que pour les produits industriels. Toutefois, cette situation se présente de plus en plus fréquemment pour certains ouvrages de caractère strictement répétitif, effectués dans des conditions analogues.

Quel que soit l'objet du marché, la question de l'actualisation ne se pose que lorsque le prix ne résulte pas du jeu effectif de la concurrence : marchés de gré à gré (sauf si une compétition véritable a pu être mise en œuvre entre les entreprises consultées) et marchés sur appels d'offres, lorsqu'il apparaît que la concurrence a été entravée par une concertation ou par la position dominante d'une entreprise.

## **III. — ECONOMIE GÉNÉRALE DE LA MÉTHODE**

### **1° Montant des abattements.**

L'étude de la distorsion entre, d'une part, le jeu prolongé des formules de revision dans le mécanisme de l'actualisation, d'autre part, l'évolution normale des prix des commandes successives dans le contexte de la productivité, a fait apparaître que l'abattement modérateur à appliquer au pourcentage de hausse résultant de l'actualisation devait être fixé comme suit :

- 0,4 point par mois pour les produits industriels ;
- 0,25 point par mois pour les travaux de bâtiment et les travaux publics.

Par exemple, si le jeu de la formule de revision entre deux dates de base éloignées de quinze mois se traduit par une hausse de 12 % pour un marché de produits industriels et de 10 % pour un marché de travaux, la majoration dont il peut être tenu compte, dans la comparaison, est :

- pour les produits industriels, de  $12 - (15 \times 0,4) = 6 \%$  ;
- pour les travaux, de  $10 - (15 \times 0,25) = 6,25 \%$ .

Lorsque la formule habituellement utilisée pour la revision comporte une partie fixe, le prix actualisé soumis à l'abattement précité est calculé en supprimant cette partie et en introduisant ou en majorant à due concurrence un indice « Produits et Services divers ».

Par ailleurs, étant donné que, pour les produits industriels, les excès afférents à l'actualisation sont partiellement imputables à la structure défectueuse des formules de revision actuellement en usage, l'abattement susvisé de 0,4 % par mois sera ramené à 0,3 % pour les branches d'activité dans lesquelles de nouvelles formules auront été fixées, conformément aux dispositions de l'article 7 du Code des marchés publics, sur proposition de la Section des prix de la Commission centrale des marchés.

## 2° Détermination des prix des marchés.

Il est bien entendu que ce procédé ne saurait, en aucune façon, être considéré comme un mode automatique de fixation des prix des marchés de l'espèce. Il a seulement pour objet d'apporter, à l'actualisation pure et simple, la correction nécessaire, pour que la comparaison avec les prix des précédentes commandes puisse valablement constituer l'un des éléments d'appréciation et de discussion des prix des nouveaux marchés. Son application devra donc être nuancée et comporter notamment les modalités ci-dessous exposées :

- a) La comparaison ne peut porter que sur des prestations identiques, tant dans leur consistance que dans leurs conditions d'exécution. C'est ainsi que les modifications intervenues, soit dans la définition, les caractéristiques ou les qualités techniques des prestations, soit dans les quantités commandées, la cadence et les délais d'exécution pourront donner lieu à des majorations ou des diminutions correspondantes des prix ;
- b) Les dépenses afférentes à une reprise des fabrications après une interruption prolongée (reconstitution des outillages, frais excédentaires entraînés par un nouveau démarrage des fabrications) pourront faire l'objet d'un décompte de dépenses supplémentaires ;
- c) Des relèvements pourront être admis, s'il est dûment démontré que le prix de référence était manifestement insuffisant ;
- d) Pour les prestations dont les commandes se renouvellent pendant plusieurs années, il y aura lieu de se référer, non pas seulement au prix du dernier marché, qui peut avoir un caractère accidentel, mais à l'évolution des prix pendant l'ensemble de la période passée. Cette évolution devra également être appréciée au regard des variations de l'indice des prix de la production intérieure brute (P. I. B.).

## IV. — MISE EN ŒUVRE DE LA MÉTHODE

L'application de cette méthode doit permettre aux services acheteurs de réagir efficacement contre les propositions excessives qui leur seraient adressées, en posant comme règle absolue que la référence à des prix antérieurs actualisés ne peut, *a priori*, être prise en considération, que si elle comporte l'abattement ci-dessus indiqué. Il se trouvera toutefois des cas, en dehors de ceux envisagés au paragraphe III, 2°, dans lesquels les négociations menées sur cette base ne pourront pas aboutir à la conclusion d'un marché. Le service acheteur devra alors rechercher tout moyen susceptible de ramener le prix à un niveau acceptable : possibilité de susciter une concurrence, notamment à l'étranger, revision des caractéristiques techniques de la prestation commandée, en vue de réduire le caractère trop spécifique de celle-ci, modification des conditions de passation de la commande (quantités, délais, cadence).

Si aucune solution satisfaisante ne peut être obtenue, il appartient aux autorités hiérarchiques, ainsi qu'aux organismes investis d'une mission de contrôle, notamment les commissions spécialisées des marchés, d'apprécier si ces difficultés doivent ou non faire obstacle à la passation du marché.

Il est enfin rappelé que, dans des cas de l'espèce, la Section des prix de la Commission centrale des marchés pourrait être utilement saisie.

En raison de l'importance que le Gouvernement attache, dans le cadre de sa politique économique, à maintenir, dans de justes limites, l'évolution des prix des marchés publics, je vous serais obligé de bien vouloir veiller, de la part des services placés sous votre haute autorité, à une stricte application des prescriptions de la présente circulaire.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING